

## Les Républicains ont-ils un autre choix pour survivre que d'aller au bout de la logique de rupture avec le "cercle de la raison" ?



Seulement 23% des Français considèrent les Républicains comme le parti d'opposition qui "incarne le mieux" l'opposition à Emmanuel Macron selon le sondage Ifop de janvier 2019 (Match/Sud Radio/Fiducial).

Avec Edouard Husson

Avec Jean-Sébastien

Ferjou

**Atlantico : Le parti de droite semble pris en tenaille entre d'un côté LREM et ses alliés de "droite modérée" qui ont adopté le "cercle de la raison" et sont en plus désormais perçus – étant donné le contexte - comme les défenseurs de l'ordre, et de l'autre du Rassemblement National, héraut des antisystèmes. LR se retrouve dès lors dans une position inconfortable où il appuie un mouvement antisystème tout en étant un parti de gouvernement. Quelle stratégie aborder pour sortir de cette impasse ?**

**Edouard Husson :** Les périodes de révolution - car nous en vivons une - ravivent les peurs que la droite nourrit depuis la Grande Révolution, celle de 1789. La droite est née, en 1790-91, de la volonté de défendre la souveraineté réelle et incarnée, celle du roi, contre la souveraineté abstraite et désincarnée de la gauche révolutionnaire. Il se trouve - ce n'était pas une fatalité - que Louis XVI a perdu, malgré l'intelligence de son attitude, qui consistait à ne pas prendre trop au sérieux les exaltations idéologiques parisiennes et à miser sur le bon sens de la majorité de la population française. Après l'émeute du 20 juin 1792, à laquelle il résiste avec un sang froid imperturbable, le Roi reçoit des félicitations de la France entière « pour avoir sauvé la Constitution au péril de sa vie ». Certains Jacobins commencent à négocier avec lui en sous-main tandis que Robespierre envisage de partir pour Marseille. Et puis tout s'effondre du fait des émigrés ! On sait aujourd'hui que Louis XVI avait formellement demandé à ses frères et aux autres émigrés de ne pas publier d'appel à l'Europe des princes pour qu'elle vienne le défendre. Mais ce fut plus fort qu'eux: ils avaient fui le pays mais prétendirent « être plus royalistes que le roi ». Ce fut un coup de poignard dans le dos de l'un des plus grands de nos rois, qui eut soudain l'air d'avoir joué un double jeu - et que ses cousins d'Orléans, complaisamment ralliés à la Révolution, poignardèrent une seconde fois. Depuis lors les héritiers des jacobins, ceux des émigrés et les orléanistes ont été d'accord pour alimenter la légende noire que nous trouvons partout sur Louis XVI; mais ce que je vous livre là est pris aux travaux les plus sérieux, appuyés sur les sources, d'historiens français ou américains.

Au fond, la droite ne s'est jamais vraiment remise d'avoir préféré être soit dans l'émigration et l'appel à l'étranger soit dans la complicité orléaniste avec la gauche plutôt que dans ce qui est sa raison d'être, la défense de la souveraineté réelle contre toutes les abstractions idéologiques. Et si l'on veut raconter toute l'histoire, il faut évoquer l'histoire émouvante et tragique de tous les soulèvements provinciaux, dont la Chouannerie est le plus connu, qui, privés de leur souverain et abandonnés de ceux qui auraient dû

se faire leurs protecteurs, défendirent autant qu'ils le pouvaient les libertés locales et les droits de la conscience à ne pas obéir aveuglément à l'Etat. Au fond, aujourd'hui, les Gilets Jaunes sont largement les héritiers des combats des années 1790 pour les libertés concrètes et les droits réels et ils sont, comme à l'époque fondatrice de la politique française moderne, abandonnés à leur sort par cette partie de l'élite dont l'honneur serait de les défendre. Mais ce qui devrait être la droite préfère la complicité orléaniste avec la gauche en même temps qu'elle en appelle en permanence à l'Europe contre la réalité de la souveraineté française.

Je ne plaque pas une grille de lecture historique sur aujourd'hui. Macron, auteur d'un livre appelé Révolution, a rejoué, depuis trois ans, l'exaltation individualiste de tous ces enfants de la bourgeoisie de province qui conquirent le pouvoir pour démanteler les multiples solidarités sociales qui caractérisaient la France du XVIII<sup>e</sup> siècle, dissoudre les corporatismes, exalter les puissances d'argent etc.... Emmanuel Macron est un authentique héritier de la Grande Révolution qui fut, contrairement à sa légende, abominablement individualiste et destructrice du lien social ! Nous avons, face à lui, nos émigrés (toute cette fausse droite qui pense qu'hors des modèles étrangers point de salut) et nos orléanistes (Edouard Philippe étant le plus éminent d'entre eux). Et alors que de Gaulle avait adapté l'esprit capétien aux temps démocratiques, ce qui aurait dû être la droite s'est, depuis les années 1970, soigneusement employé à démanteler la souveraineté concrète, réelle, reconstituée par de Gaulle, en adoptant les abstractions individualistes et internationalistes de la gauche.

Que faudrait-il faire pour sortir de cette impasse ? Tout simplement être de droite ! C'est-à-dire choisir le réalisme contre le nominalisme, la souveraineté et l'appartenance nationale contre l'abstraction européenne et mondialiste, l'entrepreneuriat contre la rente d'Etat, la démocratie locale contre la centralisation néo-jacobine. Si vous êtes authentiquement de droite, vous ne pouvez qu'être avec les Gilets Jaunes ! Et si vous voulez conquérir le pouvoir pour mettre en oeuvre une politique de droite, vous devez aller puiser votre inspiration dans ces magnifiques incarnations du réalisme en politique qu'ont été, dans l'Allemagne du XIX<sup>e</sup> siècle, le catholicisme social d'un Windthorst, en Angleterre le conservatisme populaire de Disraëli ou, plus récemment chez nous, le gaullisme. Le grand combat pour la droite devrait être, dans la fidélité au Général de Gaulle, de refuser ces républiques à démocratie limitée que la gauche produit régulièrement (Mitterrand, Hollande, Macron) et de ramener la V<sup>e</sup> République à l'esprit de ses fondateurs, celui de la première démocratie pleine et entière de notre histoire.

**Jean-Sébastien Ferjou** : Autrement dit, comment surfer sur un mouvement antisystème quand on est un pilier du système et qu'on ne parait pas le remettre réellement en cause ? La réponse se cache probablement déjà dans la question : à défaut d'être crédible dans la réforme de la défense ou de la réforme de l'"ordre établi", LR ne survivra pas sans aller au bout de sa logique de rupture avec le cercle de la raison. Mais LR ne survivra pas non plus sans accompagner cette rupture d'un vrai travail idéologique – et ils sont loin de l'avoir entamé – afin de proposer une alternative solide à ce monde dans lequel tant de gens suffoquent. Et pas uniquement chez les gilets jaunes : nombreux sont ceux qui ont l'impression d'avoir perdu la maîtrise de leurs destins.

**Éric Woerth a appelé, dans une tribune donnée à l'Opinion, à ce que les Républicains tendent la main à Emmanuel Macron et l'aide à faire voter trois ou quatre réformes clés que défendait la droite depuis des années. Comment juger cette nouvelle stratégie pour la droite ?**

**Edouard Husson** : Chateaubriand, l'inventeur du conservatisme français, a cette formule saisissante dans les Mémoires d'Outre-Tombe: avant la Révolution, dit-il, le chic du chic, était d'être « anglais à la Cour, américain à la Ville et prussien à l'Armée ». Tout sauf la fierté de l'héritage spirituel, culturel, politique, militaire, entrepreneurial français ! Woerth est parfaitement représentatif de cette fausse droite, qui n'en finit pas de se saborder parce qu'elle va chercher, en permanence, ses modèles à l'étranger. Et le mot de « réforme » n'est rien d'autre qu'un nom de code pour la tentative d'imposer au peuple français des modèles pris ailleurs, transformés en abstractions et plaqués sur la réalité française. Je suis très admiratif de la bonne gestion monétaire allemande - pour autant, dois-je vouloir l'imposer à une société et une économie française qui réagissent négativement à une politique de taux de change fixes dans un environnement monétaire international caractérisé par les échanges flottants ? Je vois bien ce qu'il y a de sens de la liberté dans le respect britannique du port du voile par les femmes musulmanes; mais pourquoi prendrais-je le risque, dans mon pays, tellement fasciné depuis 1790 par le pouvoir que l'Etat peut acquérir sur les consciences, de favoriser une religion, l'Islam, aussi intolérante que le culte de la raison jacobin en son temps et dont les représentants les plus radicaux rêvent de la soumission totale des consciences ? Je saisis ce qu'a d'impressionnant le mélange chinois de capitalisme d'Etat et de libre-échange imposé aux autres. Mais pourquoi n'aurais-je pas le droit de compenser par des tarifs commerciaux les atteintes chinoises à la concurrence ? Je suis impressionné comme d'autres par la puissance des GAFA et de leurs homologues chinois (les BATX) mais pourquoi n'aurais-je pas le droit de défendre la souveraineté numérique de mon pays et d'orienter la transformation digitale vers la diminution du poids de l'Etat, la simplification administrative, la revitalisation des territoires, la possibilité pour les individus de devenir entrepreneurs de leur destin ? La plupart des dirigeants de LR se précipiteront pour aller dîner avec Jeff Bezos ou Jack Ma; ils continueront à vous faire l'éloge d'Angela Merkel longtemps après qu'il sera devenu évident pour la plupart des Européens qu'il s'agit du plus mauvais chancelier qu'ait jamais eu la République Fédérale. En revanche, ils refuseront absolument d'assumer le port du gilet jaune et la visite sur les ronds points. Je parle bien des dirigeants car, heureusement, sur le terrain, les liens ne sont pas rompus entre les élus locaux et les acteurs de l'actuel soulèvement populaire.

**Jean-Sébastien Ferjou** : Ça peut être défendable sur le fond mais cela l'est-il en termes de stratégie politique ? Si les LR font ça, c'est qu'ils misent tout sur l'échec personnel de Macron et sur leur capacité à se substituer à lui en incarnant le « courage de la réforme ». Un peu à la Edouard Philippe quand il disait il y a peu, « ce pays crève de ne pas s'être réformé ».

Problème : si cela était défendable jusqu'en 2008, ça l'est beaucoup moins depuis dans la mesure où la réalité a brutalement remis en cause les piliers de notre organisation économique et sociale. Sur le terrain économique, de nouvelles thématiques se sont imposées dans le ressenti comme dans la réalité des citoyens français. Quelle plateforme politique prétendant concourir face au pouvoir en place pourrait ignorer l'impact de la mondialisation dans son (in)organisation avec la concurrence déloyale des pays comme la Chine, aussi bien sanitaire, environnementale ou sociale et que paient cash les ouvriers ou les classes moyennes ? Où la facture sociale de l'Euro et du cycle de croissance atone dans lequel il nous a enfermés ? C'est bien la faiblesse de la croissance de la zone euro – à laquelle la France ajoute sa préférence sociétale pour le chômage – qui a fait basculer des millions de personnes dans le chômage de longue durée, détruisant par là leur employabilité.

Et que dire de la perception du capitalisme financiarisé et global par les Français, y compris de droite ? Le mouvement des Gilets jaunes et la sympathie très large qu'il a suscité dans toutes les couches de la société avant que les violences et la casse ne ramènent certains à leur préférence pour l'ordre est d'ailleurs largement l'incarnation de ce doute existentiel sur notre modèle économique.

---

Contrairement aux caricatures, les Gilets jaunes n'ont pas un rapport maladif à l'argent ou aux riches. Ils refusent en revanche la sécession de ceux à qui leurs revenus massifs permet de se soustraire à l'impôt. Tout comme ils ne refusent ni l'impôt par principe, ni la légitimité du service public mais questionnent le rendement de chaque euro versé à l'Etat ou au système de protection sociale. Et puisque la question du sauvetage de banques se repose en Italie, on voit que les souvenirs de 2008 ne sont pas très loin de l'horizon avec ce sentiment que les contribuables lambda sont systématiquement invités à éponger les pertes du secteur financier -ou d'entreprises industrielles en mal de plans gouvernementaux de sauvetages- sur argent public mais jamais à partager leurs profits, et ce d'autant plus que la liberté totale de mouvement des capitaux permet l'optimisation fiscale.

**Dans ses vœux 2019, Alain Juppé aborde une posture légitimiste et refuse de sortir du "cercle de la raison" porté par Macron. Peut-on faire changer d'avis ceux qui à droite soutiennent cette position ? Peuvent-ils être convaincus par une réelle alternative ou la rupture est-elle consommée ?**

**Edouard Husson** : Pourquoi continuer à parler d'Alain Juppé, éternel donneur de leçons qui n'a même pas le courage de remplacer Chantal Jouanno à la tête du grand débat national? Laissons le à Bordeaux, où il montre, localement, des qualités qui lui font défaut dès qu'il s'agit d'envisager l'ensemble du pays. L'oubli d'Alain Juppé est le début du renouveau, à droite.

**«Nous n'acceptons plus le "Wauquiez bashing" permanent» ont de leur côté déclaré, dans une autre tribune à l'Opinion, 22 députés LR. Et dans les rangs du parti wauquieziste, que se passe-t-il aujourd'hui ? Le soutien à leur chef est-il complet ?**

**Edouard Husson** : La seule chose que la droite semble avoir retenu du gaullisme, c'est la personnalisation des enjeux. Comment voulez-vous qu'un Laurent Wauquiez, à lui seul, quand bien même il aurait toutes les qualités, reconstruise une droite qui n'a cessé, depuis les années Mitterrand, de répudier l'amour de la nation? Fascinée par Mitterrand - qui venait de ses rangs à l'origine - la droite a poussé l'imitation du renégat jusqu'à se renier elle-même pour avoir le droit, se convainquait-elle, de continuer à participer au pouvoir. Au lieu de rester elle-même, la droite a préféré, avec Chirac et Balladur, les cohabitations. Elle a participé à cette manipulation, suicidaire pour elle, que fut l'abandon du thème de la nation à un Front National transformé en victime émissaire des passions politiques. Nicolas Sarkozy est le seul qui ait, en partie, tenté de ramener la droite à la question de la nation. Mais son propre parti n'a pas cessé de lui mettre des bâtons dans les roues sur le sujet quand il était président. Et depuis lors le déclin continue d'autant plus que la droite abandonne avec une grande persévérance, la défense de tout ce qui constitue la souveraineté, la famille, la société, la création d'entreprise....Laurent Wauquiez est, dans tout ce à quoi il a touché, resté au stade des velléités: il a envisagé la protection commerciale, encouragé à sortir d'une mentalité d'assistanat, caressé le thème du contrôle de l'immigration, manifesté avec la Manif Pour Tous. Mais il a donné le sentiment de faire semblant. Laurent Wauquiez aurait pu, comme Sarkozy, faire oublier une fascination d'éternel adolescent pour la violence politique à condition de mettre son intelligence, indéniable, au service d'une remise en cause radicale des errements de la droite. On attendait de lui qu'il assume ce qu'il lit dans les enquêtes d'opinion: le besoin d'une rupture avec le néo-individualisme, l'europhobie et le mondialisme.

Mais, encore une fois, même Sarkozy n'a pas réussi à transformer la droite; cela ne dépendra pas d'un seul individu.

Toute personnalité qui aspire à jouer un rôle à droite doit répondre à la question existentielle: est-ce que j'assume d'être de droite? Valérie Pécresse a-t-elle compris qu'elle n'a gagné de justesse la présidence de l'Ile-de-France parce qu'elle ne s'est pas assez assumée comme femme de droite? Xavier Bertrand comprendra-t-il à temps qu'il se ferme la porte d'un destin national en diabolisant comme il l'a fait aux dernières régionales, l'électorat du Rassemblement National? A vrai dire, je suis très pessimiste sur la capacité, actuellement de LR à rompre avec les démons de la droite: on voit bien comment un Bruno Retailleau continue à creuser intelligemment un sillon conservateur. On sent bien Gérard Larcher soucieux, tout en fidélité rusée au gaullisme social, de ramener LR au réalisme et à une empathie avec le peuple. Mais ces efforts ne suffiront pas: il faut se projeter au-delà de LR, de la Manif pour Tous, de Debout la France, du Rassemblement National pour créer un nouveau conservatisme populaire. C'est vital pour le pays.